



Direction générale des finances publiques : ça commence très mal !

Le ministre se moque des agents !

Le 11 février, le ministre WOERTH a « soi-disant » ouvert les négociations dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle direction fusionnée. Celles-ci se réduisent, dans les faits, à de simples confirmations: les agents devront travailler plus, ce qui justifiera à l'avenir de nouvelles suppressions d'emplois au nom des gains de productivité, une minorité d'agents devra se contenter d'une harmonisation indemnitaire étalée dans le temps !

Pour la CGT, le compte n'y est pas ! Et loin de là ! Aucune mesure visant à reconnaître réellement les qualifications des agents, refus de discuter d'une revalorisation indemnitaire pour tous... aucune réponse à la revendication de la CGT d'une mesure indemnitaire égale à 10% du traitement indiciaire qui serait prise en compte dans le calcul des pensions.

Le résultat est simple : les agents de la nouvelle direction devront travailler plus, s'adapter, subir de nouvelles réformes avec moins d'emplois et aucune valorisation en terme de pouvoir d'achat et de reconnaissance de leurs qualifications !

Par le choix d'abandonner certains principes (ex: assiette/recouvrement), cette fusion est décidément bien loin d'améliorer l'exercice de nos missions de service public. Le ministre n'apporte aucune garantie sur l'avenir d'un réseau de proximité parce qu'il affirme que les restructurations se poursuivront et que le partage de compétence entre les Pôles de Recouvrement Complexe, les SIP et les trésoreries n'est pas clarifié.

Pour la CGT, le cadre de la négociation s'inscrit dans les politiques aujourd'hui mises en œuvre pour l'ensemble des fonctionnaires : moyens réduits, affaiblissement de nos missions en échange de quelques primes ponctuelles qui seront d'ailleurs financés par les suppressions d'emplois, dégradation de la vie quotidienne dans les services. Après l'aumône de 0,5% d'augmentation de la valeur du point d'indice au 1^{er} mars qu'il a accordé comme ministre de la Fonction publique, il est dans la même logique pour les agents de la future direction générale !

Alors NON ! Cette réforme et les projets du ministre ne sont pas la réponse attendue par les agents qui aujourd'hui subissent déjà, au quotidien, les conséquences des réformes et des restructurations mises en œuvre, qui vivent de plus en plus mal les pertes de repère dans l'exercice de leurs missions et qui, tout simplement, ne supportent plus le mépris affiché envers les fonctionnaires par ce gouvernement qui se refuse à toute négociation.

Non, la CGT n'ira pas négocier quelques mesures financières pour solde de tout compte, alors que l'avenir des missions et des personnels est en jeu !

La CGT a participé à toutes les discussions préalables à cette rencontre, elle a porté et argumenté les revendications légitimes des personnels en s'appuyant sur la vie quotidienne des agents au travail. Le ministre ne veut pas les entendre !

Le 21 février, le ministre se propose de recevoir à nouveau les organisations syndicales. Il les invite auparavant à des réunions bilatérales. La CGT ne participera pas à cette mascarade de pseudo-négociations, car le cadre imposé par le ministre est volontairement contraint.

La CGT s'adressera au ministre pour que le 21 février s'ouvrent de véritables négociations.

D'ores et déjà, parce que ce gouvernement pour répondre aux aspirations des salariés ne comprend que le rapport de forces, la CGT appelle les personnels des deux directions à se réunir ensemble en assemblées générales pour préparer des actions de grève en mars, inscrites dans la durée, pour que leurs revendications soient réellement prises en compte. La CGT mettra tout en œuvre pour que la grève soit la plus unitaire possible.

TOUS DANS L'ACTION !

**ENSEMBLE,
PREPARONS LA GREVE !**

Paris, le 13 février 2008